

STATUTS

FONDS DE DOTATION PHILIPPE BOUVIER



Handwritten signature

Préambule

Le fonds de dotation Philippe BOUVIER a été créé afin de promouvoir toutes les formes de handicaps. Philippe BOUVIER s'est retrouvé en situation de handicap (paraplégique) à la suite d'un accident de la route dont il a été victime le 27 janvier 2004.

Ancien rugbyman, sportif dans l'âme, futur papa, époux aimant et ami au grand cœur, cette tragédie a totalement bouleversé sa vie.

Il a fallu réapprendre à vivre tout en renonçant à des projets, en se heurtant aux complexités juridiques, aux difficultés du quotidien et aux obstacles de l'inaccessibilité.

Entouré de son épouse et de ses amis dans ce parcours du combattant, Philippe a repris goût à la vie et a effectué une belle carrière sportive handisport au niveau national. Il a pu renouer avec le rugby en tant que co-dirigeant d'un club dans le sud-ouest.

Philippe s'est engagé dans des actions de sensibilisation dans le domaine du handicap dans le cadre d'une association dont il était président. Il a été l'un des fondateurs de manifestations sportives afin de promouvoir le handisport localement.

Philippe nous a quitté le 29 février 2020 laissant un grand vide derrière lui.

Pour combler ce vide, faire vivre son esprit combattant et poursuivre son engagement, **nous avons décidé de créer ce fonds de dotation qui porte son nom.**

TITRE 1 - CONSTITUTION

Art. 1 : création et dénomination

Il est constitué, par les signataires des présents statuts, un fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation et les présents statuts.

Le fonds de dotation est dénommé : « FONDS DE DOTATION PHILIPPE BOUVIER »

Il est dénommé ci-après « le fonds ».

Art. 2 : objet du fonds et moyens d'action

Le fonds de dotation a pour but d'œuvrer en faveur des personnes ayant un handicap moteur, mental, sensoriel et ou social et de lutter contre les discriminations qui y sont liées.

Afin de permettre la réalisation de son objet, le fonds :

- ⇒ Exerce directement des actions de nature philanthropique, éducative, sociale, humanitaire, sportive, familiale ou culturelle à leur profit ou au profit de leurs familles telles que :
 - La sensibilisation aux handicaps dans les établissements scolaires, centres sociaux, associations, établissements privés, grand public.
 - L'organisation de manifestations sportives, des sorties et accompagnements « pleine nature » en faveur des personnes ayant un handicap.
 - La collecte de fonds en créant notamment des soirées caritatives, des lotos.
 - La récupération, l'achat, le prêt de matériels spécifiques destinés aux personnes ayant un handicap physique.
 - L'insertion professionnelle par la mise en relation des entreprises et des demandeurs d'emploi en situation de handicap et par l'aménagement de postes de travail pour le demandeur d'emploi en situation de handicap.
- ⇒ Soutient des actions similaires menées par d'autres organismes reconnus d'intérêt général ou d'utilité publique à leur profit ou au profit de leurs familles, afin de :
 - Mettre en relation des personnes en situation de handicap avec des associations spécifiques aux divers handicaps

Handwritten signature

- Mutualiser des compétences en développant des partenariats avec d'autres associations, fonds de dotation ou fondations et en menant des projets en commun.
- Créer et réaliser des projets de réinsertion sociale, professionnelle, pédagogique en faveur des personnes ayant un handicap.
- Mettre en place des cellules psychologiques, thérapeutiques et juridiques destinées à aider des personnes étant en situation de handicap et leur famille.
- Mener des actions de sensibilisation aux améliorations du quotidien pour les personnes en situation de handicap et leur famille, et ce au plan international, européen, national, régional ou local.
- Venir en aide aux femmes victimes de violences conjugales en créant des logements d'accueil d'urgence et en facilitant la mise en place d'une équipe médicale, psychologique, thérapeutique, juridique, de réinsertion ou centrée sur leur bien-être.

Art. 3 : siège social

Le siège social est fixé à BOUC-BEL-AIR (13320) - 17 Avenue André Roussin. Ce siège peut être déplacé en tout autre lieu du territoire national par décision du conseil d'administration.

Art. 4 : durée

Le fonds de dotation est créé pour une durée indéterminée.

Art. 5 : fondatrice

La fondatrice du fonds de dotation est Madame Marie-Annick BOUVIER.

La fondatrice pourra ultérieurement désigner un ou plusieurs autres fondateurs qui siégeront de droit au Conseil d'Administration.

En cas de décès ou d'incapacité de la fondatrice unique, il sera pourvu à son remplacement par le Conseil d'Administration en exercice.

TITRE 2 – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6 : le conseil d'administration

Art. 6-1 : composition / mode de désignation / durée du mandat

Le conseil d'administration est composé au maximum de 9 membres. Le conseil est renouvelé tous les quatre ans par un vote à la majorité qualifiée. Hors les membres de droit, le mandat des membres du conseil est renouvelable une fois. Au renouvellement, les membres élisent en leur sein le président pour une durée de quatre ans.

Le fonds de dotation est tenu de faire connaître, dans les trois mois, à l'autorité administrative tous les changements survenus dans son administration, notamment les changements de membres et les changements d'adresse du siège social.

Le conseil d'administration peut constituer des commissions de travail spécialisées, dont il fixe les missions et la composition suivant des modalités définies au règlement intérieur.

Le conseil choisit parmi ses membres un bureau composé du président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le conseil d'administration est composé de trois collèges :

- le collège des fondateurs comprenant un seul membre ;
- le collège des mécènes pouvant comprendre un maximum de 3 membres ;
- le collège des personnalités qualifiées pouvant comprendre un maximum de 3 membres.

Les membres du collège des fondateurs sont membres de droit. Les membres du collège des mécènes et les membres du collège des personnalités qualifiées sont désignés par les membres du collège des fondateurs pour quatre ans.

Handwritten signature

Au jour de la création du fonds, le conseil d'administration est composé de la façon suivante :

- Madame Marie-Annick BOUVIER née GRAVINAY le 17 janvier 1967 à VANNES (56), domiciliée à BOUC BEL AIR (13320) 17 Avenue André Roussin, de nationalité Française, sans profession, membre fondateur.
- Madame Camille MALLET née le 15 mars 1977 à MARSEILLE (13), domiciliée à MARSEILLE (13) 83 Route Léon Lachamp, de nationalité française, Assistante de direction, personnalité qualifiée.
- Monsieur Handy AUDEL né le 10 septembre 1996 à ROGNAC (13), domicilié à MARIGNANE (13) 1 rue de Claire, de nationalité française, électricien, personnalité qualifiée.

Art. 6-2 : absence / révocation des membres

L'absence non justifiée d'un administrateur à plus de trois réunions dans l'année du conseil d'administration vaut démission, constatée à la majorité des membres du conseil, après que l'administrateur a été informé des faits reprochés et qu'il a été en mesure de présenter ses observations.

En cas de vacance par décès, démission ou empêchement définitif d'un administrateur, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement dans les trois mois suivant la constatation de la vacance. Les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 6-3 : la rémunération des membres

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, les frais qu'ils exposent au titre de ces fonctions peuvent être remboursés dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Art. 6-4 : attributions

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du fonds de dotation et notamment :

- 1) Il est responsable de la production des comptes annuels du fonds et, à ce titre, répond aux éventuelles demandes d'explications du commissaire aux comptes ;
- 2) Il arrête le quantum des ressources disponibles du fonds de dotation devant être allouées au financement de l'ensemble des projets éligibles ;
- 3) Il arrête, sur proposition du comité d'investissement, la politique d'investissement du fonds de dotation afin d'assurer, dans la durée, des rendements permettant de contribuer significativement au financement des projets éligibles dans le cadre d'un niveau de risque qu'il jugera acceptable ;
- 4) Il approuve le rapport d'activité défini à l'article 8 du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation ;
- 5) Il vote le budget ;
- 6) Il approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés avec les pièces justificatives ;
- 7) Il accepte les libéralités faites au fonds de dotation (il peut déléguer ce pouvoir au directeur du fonds dans les limites qu'il détermine, à condition d'en rendre compte au plus prochain conseil) ;
- 8) Il approuve la décision de faire appel à la générosité publique dans les conditions prévues au III de l'article 140 de la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie ;

WAB

- 9) Il fixe, le cas échéant, les conditions de recrutement et de rémunération du personnel ;
- 10) Il détermine, le cas échéant, les modalités de calcul et approuve le montant de la rémunération du directeur général ;
- 11) Il désigne, le cas échéant, un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce ;
- 12) Il adopte le règlement intérieur ;
- 13) Il autorise l'exercice des actions en justice et les transactions ;
- 14) Il délibère sur l'affectation du boni de dissolution du fonds de dotation.

Art. 6-5 : réunion et délibération

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que le commissaire aux comptes le demande, sur convocation de son président ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres.

La convocation est adressée à chacun des membres du conseil quinze jours au moins avant la date de la réunion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par lettre remise en main propre contre reçu, ou, sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite, par courrier électronique le cas échéant, de la réception de la convocation par le destinataire, par tout procédé et notamment par lettre simple, télécopie ou courrier électronique.

La convocation précise l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président du conseil d'administration ou par le tiers au moins de ses membres, ainsi que ses lieu, date et heure. Elle est accompagnée des documents nécessaires aux délibérations.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation, huit jours avant la tenue de la réunion, dans les mêmes conditions.

Les membres du conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner pouvoir à un autre membre du conseil d'administration pour le représenter. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir. Si le directeur général assiste au conseil d'administration, il ne peut avoir qu'une voix consultative.

Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Le président signe le procès-verbal des séances du conseil d'administration, qui sera communiqué aux membres du conseil d'administration. »

Art. 7 : le président du conseil d'administration

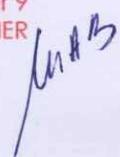
Le conseil d'administration désigne son président parmi ses membres à la majorité qualifiée pour une durée de quatre ans renouvelables et qui ne peut pas excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le président préside le conseil d'administration.

Le président représente le fonds en justice et dans tous les actes de la vie civile du fonds.

Les fonctions de président du conseil d'administration du fonds sont exercées à titre bénévole. Les frais engagés dans ce cadre sont remboursables sur présentation des justificatifs.

Au jour de la création du fonds, Madame Marie-Annick BOUVIER est désignée présidente.



Art. 8 : le directeur général

Le cas échéant, le président du conseil d'administration nomme le directeur général du fonds de dotation, après avis du conseil d'administration.

Le directeur général :

- prépare et exécute le budget du fonds
- peut recevoir pouvoir du conseil d'administration pour accepter les libéralités dans les limites fixées par ce dernier ;
- veille au respect de la politique de placement arrêtée par le conseil d'administration ;
- prépare, en lien avec le président [et le trésorier], les délibérations du conseil d'administration ;
- exécute et suit les actions décidées par le conseil d'administration ;
- coordonne en tout domaine la communication avec les donateurs ;
- établit le rapport d'activité et le présente à l'approbation du conseil d'administration ;
- recrute et dirige le personnel du fonds de dotation.

Le directeur général assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

La rémunération du directeur général est approuvée par le conseil d'administration. Les frais engagés dans le cadre de sa mission lui sont remboursables sur présentation des justificatifs.

Art. 9 : le comité d'investissement

Art. 9-1 : composition

Lorsqu'il est constitué, le comité consultatif d'investissement est composé de personnalités choisies pour leur compétence en matière de gestion des placements par le conseil d'administration, en dehors de son sein et pour une durée de quatre ans renouvelable une fois.

Le conseil d'administration pourvoit aux vacances qui se produisent par suite du décès ou de la démission d'un membre du comité. Les fonctions du membre ainsi désigné prennent fin à la date à laquelle celles de la personne qu'il remplace auraient normalement pris fin.

Le conseil d'administration peut mettre fin aux fonctions d'un membre du comité par décision motivée prise à une majorité qualifiée de ses membres.

Les personnalités choisies pour siéger au comité d'investissement doivent établir à leur entrée en fonction et lors du renouvellement de leur mandat une déclaration d'intérêts, qui est remise au conseil d'administration et qui doit être actualisée une fois par an.

Aucun membre du comité d'investissement ne peut participer à une délibération dès lors qu'il se trouve en situation de conflit d'intérêts.

Les membres du comité d'investissement exercent leur fonction à titre gratuit. Les frais occasionnés par celle-ci peuvent donner lieu à remboursement, sur production de pièces justificatives.

Art. 9-2 : attributions

Lorsqu'il est constitué, le comité d'investissement assiste le conseil d'administration dans la définition de la politique d'investissement du fonds de dotation. L'assistance au conseil d'administration comporte notamment l'examen des questions sur lesquelles le conseil sollicite son avis.

MAB

Le comité d'investissement suit la mise en œuvre de la politique d'investissement du fonds. Il est associé, en tant que de besoin, aux réunions du conseil d'administration, sans voix délibérative. Il alerte le conseil d'administration sur les évolutions ou les situations qui lui paraissent préoccupantes.

Le comité d'investissement peut proposer au conseil d'administration des études et des expertises.

Art. 10 : la politique d'investissement

Le conseil d'administration décide, après consultation du comité d'investissement s'il est constitué, dans quelle catégorie d'investisseurs le fonds de dotation demande à être classé.

Après consultation du comité consultatif s'il est constitué, le conseil d'administration définit la politique d'investissement du fonds de dotation. Cette politique a pour objet de faire fructifier les sommes apportées au fonds de dotation afin de permettre un financement régulier de l'œuvre ou de la mission d'intérêt général que le fonds a pour objet de soutenir. Elle précise notamment le niveau des risques d'investissement tolérés, le mode de gestion des placements et la procédure de sélection des sociétés et organismes de gestion. Elle définit les principes de diversification du portefeuille du fonds entre les différentes catégories d'actifs en fonction du rendement escompté et des risques attachés. Elle fixe les plafonds de concentration pour les investissements en titres vifs et détermine les modalités de calcul du prélèvement annuel sur le fonds. Elle établit les modalités de compte rendu.

La politique d'investissement est réexaminée chaque année par le conseil d'administration au vu des résultats constatés.

Le fonds de dotation s'interdit les pratiques dangereuses ou peu éthiques, telles la vente de titres à découvert ou l'achat de titres sans disposer des liquidités correspondantes. L'accord préalable du conseil d'administration doit être recueilli avant tout emprunt.

Les choix de placements financiers doivent être cohérents avec les œuvres et les missions d'intérêt général dont le fonds a pour objectif de soutenir la réalisation.

Art. 11 : fonctionnement du comité d'investissement

Lors de sa première réunion et après son renouvellement, le comité élit en son sein un président, qui organise ses travaux, convoque les réunions, en fait établir le compte rendu et transmet les propositions du comité au conseil d'administration. Le règlement intérieur fixe la périodicité des réunions du comité et les modalités de son fonctionnement.

L'ordre du jour des réunions du comité est établi par le président. Il comporte en priorité les questions sur lesquelles le conseil d'administration sollicite un avis du comité. Tout membre du comité peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour. S'il est nécessaire de procéder à un vote pour arrêter les propositions du comité, la voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

Si l'urgence le justifie, les réunions du comité peuvent se tenir sans préavis par tous les moyens de télécommunications.

Art. 12 : règlement intérieur

Le cas échéant, le conseil d'administration approuve le règlement intérieur.

TITRE 3 – DOTATION INITIALE ET RESSOURCES

Art. 13 : la dotation initiale

Le fonds de dotation est constitué avec une dotation initiale qui consiste en un capital d'un montant de 15 000 euros (quinze mille euros), apportée par Madame Marie-Annick BOUVIER.

MAB

Elle peut être complétée par des dotations complémentaires avec l'accord du conseil d'administration, notamment en capital, en propriétés et droits immobiliers, en autres biens et droits ou en donations temporaires d'usufruit.

La dotation est apportée au fonds à titre gratuit et irrévocable.

Le fonds peut consommer les revenus ou la dotation elle-même en vue de la réalisation de son objet. La consommation en totalité de la dotation emporte dissolution du fonds.

Art. 14 : les ressources

Les ressources du fonds de dotation comprennent :

- les revenus de sa dotation ;
- les produits des activités prévues aux statuts ;
- les produits d'éventuelles rétributions pour services rendus ;
- le produit des appels à la générosité publique qu'il a été autorisé à faire.

Art. 15 : exercice social

L'exercice social du fonds de dotation a une durée d'un an correspondant à l'année civile.

Par exception, le premier exercice social débutera à la date de la publication au journal officiel de la République Française de l'autorisation de création du fonds et se clôturera au 31 décembre de l'année suivante

Art. 16 : établissement des comptes

Les comptes du fonds de dotation comprennent un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ils sont établis suivant les règles énoncées par le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, modifié pour les fondations et fonds de dotation suivant l'avis n° 2009-01 du 5 février 2009 du Conseil national de la comptabilité. Ils font ressortir la traçabilité des dons affectés.

Le cas échéant, le conseil d'administration du fonds de dotation nomme un commissaire aux comptes et un suppléant pour six exercices. Les comptes annuels sont mis à sa disposition quinze jours avant la réunion du conseil d'administration à l'approbation duquel ils sont soumis.

Dans un délai de six mois suivant la fin de l'exercice, le fonds de dotation publie ses comptes annuels. Il assure leur publication sur le site Internet de la Direction de l'information légale et administrative.

L'annexe des comptes annuels comprend le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration.

Les contributions volontaires en nature ou en industrie font l'objet d'une évaluation tant en produits qu'en charges portée au pied du compte de résultat.

TITRE 4 – RELATIONS ENTRE LE FONDS ET LES DONATEURS

Art. 17 : convention avec les donateurs

Pour toutes les donations ou les dons supérieurs à un montant défini et rendu public par le conseil d'administration, le fonds signe une convention avec le donateur qui décrit les engagements réciproques des deux parties.

Art. 18 : comité des donateurs/mécènes

Le conseil d'administration peut créer un comité des donateurs/mécènes.

MAB

Ce comité est consultatif. Il donne son avis au conseil d'administration, de sa propre initiative ou sur demande de celui-ci, sur les questions générales concernant l'appel à dons, les relations entre le fonds et les donateurs, l'impact des projets financés, les modes d'utilisation des fonds, les comptes rendus aux donateurs, l'expression de la gratitude du fonds, les conventions entre les donateurs et le fonds, notamment.

Le comité des donateurs est composé de 3 à 9 membres désignés par le conseil d'administration après appel à candidature auprès des donateurs/mécènes. Les membres sont désignés pour quatre ans renouvelables une fois au maximum. Le règlement intérieur du comité de donateurs est adopté par le conseil d'administration et porté à la connaissance des donateurs.

TITRE 5 – MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Art. 19 : modification des statuts

Toute modification des statuts devra être votée par le conseil d'administration à l'unanimité des membres fondateurs et des deux tiers des autres membres du conseil d'administration.

Les statuts modifiés seront transmis sans délai au représentant de l'État dans le département.

Art. 20 : dissolution

Le présent fonds de dotation pourra être dissous volontairement dans les conditions prévues pour une modification statutaire.

L'actif net du fonds sera, à sa liquidation, transféré à un autre fonds de dotation ou à une fondation reconnue d'utilité publique ayant un objet similaire avec l'objet du fonds.

Fait à Bouc Bel Air
Le 04 Octobre 2023

La Présidente et Fondatrice,
Marie-Annick BOUVIER

